

18 octobre 2009

Le pouvoir financier au cœur de la crise de 2008 : Les analyses prophétiques de Maurice Allais¹

Par Philippe Bourcier de Carbon²

A l'occasion du présent colloque sur *La responsabilité de la « Super classe mondiale » dans la Crise économique mondiale*, je suis heureux de pouvoir **esquisser ici les principales analyses et propositions du Professeur Maurice Allais concernant les mécanismes de la crise, bancaire, financière et économique** qui a éclaté spectaculairement l'année dernière à partir des pratiques des grands **acteurs financiers anglo-saxons, systématiquement confortés par leurs dirigeants politiques**, et qui, dans le cadre d'une mondialisation financière **anarchique** que ces derniers se sont attachés à généraliser depuis les années 90, menace aujourd'hui de plonger le monde dans une catastrophe économique généralisée, voire sans précédent par ses dimensions.

Cette occasion est d'autant plus heureuse que les nombreux ouvrages et analyses du Prix Nobel français d'Economie sur la question, demeurent généralement trop méconnus, **tant sa pensée se situe à contre-courant de la « pensée économiquement correcte »** qui s'est aujourd'hui instaurée universellement sur la question.

Au cours de cette conférence, je ne saurais mieux faire que **d'emprunter de larges passages au petit ouvrage de février 1999 du Prix Nobel français** destiné au grand public « *La Crise mondiale aujourd'hui* » [7].

I - Introduction

Selon George Soros, à la fois célèbre praticien professionnel des « *Hedge Funds* » ou « *Fonds d'Arbitrage* » et observateur qualifié du petit monde des principaux acteurs de la spéculation financière sur les places internationales, *Seigneurs actuels de la Super Classe mondiale*, « *le début de la crise financière actuelle peut être daté officiellement d'août 2007* », ainsi qu'il le déclare en introduisant la brève rétrospective chronologique des faits financiers significatifs³ par laquelle il ouvre son dernier ouvrage « *La vérité sur la crise financière*⁴ » [1].

Et de fait, quinze jours après la parution de son livre, le monde était frappé de stupeur et de panique devant la faillite déclarée le **15 septembre 2008**, de la Banque Lehman Brothers, l'un des principaux acteurs opérant sur les marchés financiers spéculatifs internationaux.

Il est de fait très significatif que George Soros lui-même conclut ainsi sa brève chronologie des faits, par cette déclaration que ne renierait pas Maurice Allais :

« Les marchés financiers comme les autorités de régulation ont mis beaucoup de temps à reconnaître que l'économie réelle serait inévitablement affectée. Cette

¹ Les chiffres placés entre crochets, renvoient aux références bibliographiques listées en fin de communication.

² Président de l'**AIRAMA**, *Alliance Internationale pour la Reconnaissance des Apports de Maurice Allais en Physique et en Economie*, <http://allais.maurice.free.fr/AIRAMA/Statuts.htm>

³ En pages 13 à 28 de son livre [1]

⁴ George Soros, *La vérité sur la Crise financière*, Denoël, 29 août 2008.

réticence est difficile à comprendre. Pourquoi l'économie réelle, qui a été stimulée par l'expansion du crédit, devrait-elle ne pas subir les effets de son resserrement ? On a du mal à s'empêcher de penser que les autorités, comme les acteurs du marché, vivent sur des idées fausses quant à la façon dont celui-ci fonctionne, et que ces idées fausses sont à l'origine, non seulement de leur incapacité à comprendre ce qui se passe, mais encore des excès qui ont conduit aux turbulences actuelles.

Mon propos est de démontrer que le système financier international tout entier repose sur des bases erronées ». George Soros [3, page 28]

Nous rappellerons d'abord **quelques constantes caractéristiques des situations qui précèdent toujours l'éclatement des grandes crises financières, comme celle de 1929-1934**, avant de rappeler l'importance des **principes de régulation destinée à les prévenir tel le Glass Steagall Act**, imposé le **16 juin 1933** par le Président Roosevelt, et révoqué le **12 novembre 1999** par le Président Clinton sous la pression tenace des dirigeants financiers anglo-saxons.

Après avoir **résumé les analyses** de Maurice Allais, nous présenterons **les principes de la réforme radicale du crédit** qu'il propose, et nous évoquerons brièvement **l'accueil médiatique** qui leur aura été réservé, principalement en France, pour terminer en guise de **conclusion sur la confirmation de l'impuissance** actuellement manifeste des dirigeants politiques à imposer des principes de régulation susceptibles de mettre un frein aux pratiques financières à l'origine de la crise.

Dans le monde de la finance tout continuera donc – et de plus belle – en 2010 comme avant !

La crise mondiale va donc encore se développer largement, et ses plus « beaux » jours sont encore - hélas - devant elle.

II – Rappel de la Grande Crise de 1929-1934

Maurice Allais résume dans son livre [7] les caractéristiques de la Grande Dépression.

« La crise de 1929 a été la conséquence de l'expansion déraisonnable des crédits boursiers qui l'a précédée aux États-Unis et de la montée extravagante des cours de Bourse qu'elle a suscitée. » Maurice Allais [7]

Et Maurice Allais résume ainsi les événements :

« La hausse des cours et leur effondrement

Aux États-Unis, l'**indice Dow Jones des valeurs industrielles est passé de 121 le 2 janvier 1925 à 381 le 3 septembre 1929, soit une hausse de 215 % en quatre ans et huit mois. Il s'est effondré à 230 le 30 octobre, soit une baisse de 40 % en deux mois** correspondant pour certaines actions à des baisses bien plus grandes encore.

L'indice Dow Jones n'a atteint son minimum de 41,2 que le 8 juillet 1932, soit une baisse de 89 % en trois ans. Il n'a retrouvé son cours du 2 janvier 1925 que le 24 juin 1935, et son cours du **3 septembre 1929** que le **16 novembre 1954**.

La baisse des cours de Bourse de 1929 à 1932, avec toutes ses séquelles, représente probablement *un des plus spectaculaires effondrements d'une hausse spéculative des cours que le monde ait jamais connu.*

Tant que la Bourse a monté, **ceux qui achetaient, le plus souvent à crédit**, voyaient leurs prévisions confirmées le lendemain par la hausse des cours, et **jour après jour la hausse venait justifier les prévisions** de la veille.

La hausse s'est poursuivie jusqu'à ce que certains opérateurs aient été amenés à considérer que les actions étaient manifestement considérablement surévaluées, et **ils se sont mis à vendre, voire même à spéculer à la baisse**. Dès que les cours n'ont plus monté, ils ont commencé à baisser, et **la baisse a alors justifié la baisse, entraînant à sa suite un pessimisme généralisé**. La baisse ne pouvait plus alors que s'amplifier.

Une hausse des cours de bourse démesurée au regard de l'économie réelle

À la veille même du *Jeudi noir* du 24 octobre 1929, où le Dow Jones est tombé à 299, **en baisse de 22 % depuis son maximum de 381 du 3 septembre 1929, la presque totalité des meilleurs économistes, dont par exemple le grand économiste américain Irving FISHER, considérait que la hausse de la Bourse américaine était parfaitement justifiée par la prospérité de l'économie, la stabilité générale des prix et les perspectives favorables de l'économie américaine.**

Cependant, à première vue, **la hausse des cours de Bourse de 215 %, de 1925 à 1929, apparaît incompréhensible au regard de l'évolution de l'économie américaine, en termes réels. En effet, de 1925 à 1929, en quatre ans, le produit national brut réel ne s'était élevé que de 13 %, la production industrielle de 21 % seulement**, et le taux de chômage était resté stationnaire au niveau de 3 %. Dans la même période, le produit national brut nominal ne s'était élevé que de 11 % ; le niveau

général des prix avait baissé de 2 % ; la **masse monétaire (monnaie en circulation plus dépôts à vue et à temps)** ne s'était élevée que d'environ 11 %⁵ .

Cependant, de janvier **1925 à août 1929, la vitesse de circulation des dépôts dans les banques américaines à New York s'était élevée de 140 %**. C'est cette **augmentation de la vitesse de circulation des dépôts dans les banques de New York qui a permis l'augmentation des cours de Wall Street**⁶ .

La dépression

La vague de pessimisme que le krach boursier de 1929 a engendré, a entraîné, de 1929 à 1932, une contraction d'environ 20 % de la masse monétaire et d'environ 30 % des dépôts bancaires⁷. Dans le même temps, la Federal Reserve essayait, mais vainement, de s'opposer à cette contraction en accroissant la monnaie de base de 9 %.

Les spéculateurs, qui avaient acheté **des actions avec des fonds empruntés à court terme**, se sont vus contraints **d'emprunter à nouveau à des taux d'intérêt très élevés, voire à vendre à n'importe quel prix pour faire face à leurs engagements**. **Des retraits massifs de certains dépôts** ont entraîné les faillites d'un grand nombre de banques⁸, **d'où une contraction accrue de la masse monétaire**.

Ce pessimisme, ce climat de détresse et **cette contraction de la masse monétaire** ont entraîné **une diminution du produit national brut nominal de 44 %, du produit national brut réel de 29 %, de la production industrielle de 40 %, et de l'indice général des prix de 21 %**.

Le taux de chômage est passé de **3,2 % en 1929 à 25 % en 1933**, soit 13 millions de chômeurs⁹, pour une population active de 51 millions. La population totale des États-Unis n'était alors que d'environ 120 millions.

Un endettement excessif

La Grande Dépression a été considérablement aggravée dans son déroulement par le **surendettement qui s'était développé avant le krach boursier de 1929, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des États-Unis**.

• *À l'intérieur des États-Unis*, le montant global des dettes des particuliers et des entreprises¹⁰, correspondant en *grande* partie à des **crédits bancaires**, s'était **considérablement accru de 1921 à 1929**. En 1929, il représentait environ **1,6 fois** le produit national brut américain. Au regard de la baisse des

⁵ La masse monétaire M1 (monnaie en circulation plus dépôts à vue) s'était accrue de 3,8 % et la masse monétaire M2 (M1 plus dépôts à temps) de 10,8 %. La monnaie de base B (monnaie manuelle + dépôts auprès du *Federal Reserve System*) ne s'était accrue que de 0,9 %. Les différences M1-B et M2-B correspondant aux dépôts bancaires, ne s'étaient élevées que de 5,0 % et 12,8 %.

⁶ La dépense globale est en effet égale au produit de la masse monétaire par la vitesse de circulation.

⁷ En fait la masse monétaire M1 a diminué de 21 % et la masse monétaire M2 de 23 %, les différences M1-B et M2-B diminuant respectivement de 31 % et 28 %.

⁸ **Dans un système de couverture fractionnaire des dépôts, aucune banque ne peut faire face à des retraits massifs. En 1931, 2.550 banques américaines ont fait faillite.**

⁹ Pour aider les chômeurs, il n'y avait alors que la charité privée.

¹⁰ Consumer credit, mortgages, et corporate liabilities

prix et de la diminution de la production au cours de la *Grande Dépression*, le **poids de ces dettes s'est révélé insupportable.**

Parallèlement, **de 1921 à 1929, l'endettement de l'État fédéral et celui des États et des municipalités s'étaient également considérablement accrus.** En 1929, ils représentaient respectivement environ **16,3 % et 13,2 %** du PNB américain.¹¹

- **À l'extérieur des États-Unis, le montant des réparations dues par l'Allemagne avait été fixé en 1921 à 33 milliards de dollars, représentant environ 32 % du PNB américain en 1929.** Au titre des dettes de guerre, les **nations européennes devaient aux États-Unis** environ 11,6 milliards de dollars, représentant environ **11 % du PNB américain.**

Enfin, des **prêts privés, principalement bancaires, avaient été consentis, principalement à l'Allemagne,** pour un montant global de 14 milliards de dollars en 1929, représentant environ **13,5 % du PNB américain.**

Les dettes de guerre s'étaient révélées impayables. L'Allemagne n'avait pu s'acquitter que très partiellement de ses obligations, et cela **principalement avec des fonds empruntés.**

Le développement de la *Grande Dépression* a été considérablement **aggravé par les charges de toutes ces dettes et par les mouvements internationaux de capitaux à court terme qui en ont résulté,** par suite des interdépendances complexes de toutes sortes entre les économies européennes et l'économie américaine. En fait, toutes ces dettes ont dû être réduites et rééchelonnées au cours de la *Grande Dépression*.

Des mouvements massifs de capitaux et des dévaluations compétitives

À partir des États-Unis, la *Grande Dépression* s'est étendue dans tout l'Occident, générant partout l'effondrement des économies, le chômage, la misère et la détresse.

À la suite de **l'abandon de l'étalon or, en septembre 1931, par la Grande-Bretagne,** se sont succédé des dévaluations en chaîne. La plus spectaculaire a correspondu à **l'abandon de l'étalon or par les États-Unis en avril 1933.**

Toute cette période peut se caractériser à la fois **par des spéculations sur les monnaies, des mouvements massifs de capitaux, des dévaluations compétitives** et des politiques protectionnistes des différents pays pour essayer de se protéger des désordres extérieurs.

Finalement, vers la fin de 1936, les relations de change entre les principales monnaies n'étaient pas très différentes de ce qu'elles étaient en 1930, avant que le cycle des dévaluations n'ait commencé ». **Maurice Allais [7].**

¹¹ Considérées indûment par les États-Unis comme de simples dettes commerciales.

III – Pourquoi l’effondrement des cours a-t-il entraîné celui de l’économie réelle : l’analyse d’Allais répondant à la question de George Soros.

Maurice Allais, dont les travaux ont - singulièrement depuis les années 60 - révolutionné l’analyse de la **dynamique monétaire** [2, 4], a su par son analyse de la **notion psychologique d’« encaisse désirée »**, mettre en évidence et **quantifier l’importance déterminante de l’effet de la psychologie collective sur les fluctuations monétaires.**

Il commente ces événements financiers en résumant ainsi son expertise dans son ouvrage de 1999 [7] :

« Facteurs psychologiques et facteurs monétaires

Si la hausse des cours de Bourse, de 1925 à 1929, a quelque chose d’incompréhensible au regard de l’évolution de l’économie américaine en termes réels pendant la même période, la baisse de l’activité économique en termes réels, de 1929 à 1932, n’en apparaît pas moins aussi étonnante, au moins à première vue. **Comment est-il donc possible que la chute des cours boursiers ait pu induire par elle-même une telle diminution de l’activité économique ?**

En réalité, ces deux phénomènes, qui à première vue apparaissent quelque peu paradoxaux, **s’éclairent parfaitement dès que l’on considère à la fois les facteurs psychologiques et les facteurs monétaires.**

Lorsque la conjoncture est favorable, les encaisses désirées¹² diminuent et, de ce fait, la dépense globale augmente. Lorsqu’elle est défavorable, les encaisses désirées augmentent et la dépense globale diminue¹³. De même, la croyance dans

¹² Le concept d’« encaisse désirée » a été introduit au XIX^{ème} siècle par Léon Walras, puis repris par Jacques Rueff avant et après la seconde guerre mondiale. **C’est essentiellement un concept psychologique dont la signification est très simple. L’encaisse désirée est l’encaisse en monnaie (billets et pièces, plus dépôts à vue) que l’on désire détenir au regard de la situation conjoncturelle.**

Considérons par exemple un citoyen qui a un revenu de 40.000 francs par mois et qui détient une encaisse en billets de 1.000 francs et un dépôt à vue dans une banque de 10.000 francs, soit une encaisse de 11.000 francs : Si la situation est normale, ses dépenses seront de 40.000 francs et son encaisse de 11.000 francs restera inchangée.

Si, par contre, il craint d’avoir à faire face à des risques en raison d’une crise, il pourra désirer augmenter son encaisse de 10.000 francs. Sa nouvelle dépense deviendra égale à son revenu de 40.000 francs diminué de l’augmentation de 10.000 francs de son encaisse désirée, **soit 30.000 francs. Dans la nouvelle situation, son encaisse désirée, qui était précédemment de 11.000 francs deviendra égale à 21.000 francs.**

Naturellement, si notre consommateur ne veut pas, ou ne peut pas, réduire ses dépenses, il pourra évidemment vendre une partie de son actif pour un montant de 10.000 francs. **Mais alors l’acheteur de cet actif devra réduire ses propres dépenses de 10.000 francs.**

Au total, la dépense **globale de ces deux agents diminuera de 10.000 francs.**

De là résulte **cette propriété tout à fait essentielle : Au cours d’une période donnée, la dépense globale dans l’économie diminue d’un montant égal à l’augmentation du montant global des encaisses désirées.**

Inversement la dépense globale augmentera d’un montant égal à la diminution des encaisses désirées.

¹³ **La variation de la dépense globale D comporte deux éléments : le premier proportionnel à l’écart relatif entre le montant global des encaisses détenues M (égal à la masse monétaire) et le montant global des encaisses désirées Md (égal au montant des encaisses que l’ensemble des opérateurs désirent détenir) ; et le second égal à l’accroissement relatif de la masse monétaire M.**

L’encaisse globale désirée dépend essentiellement de facteurs psychologiques. Dans une période d’optimisme, Md diminue et dans une période de pessimisme Md augmente. **À toute diminution de Md correspond ainsi une augmentation de la dépense globale D, et à toute augmentation de Md correspond une diminution de la dépense globale D.** La récession se trouve ainsi aggravée. (Allais, 1968, Monnaie et Développement. I. L’équation fondamentale de la dynamique monétaire, p. 83). [Un appendice dans le livre explique l’équation fondamentale de la dynamique monétaire.]

la hausse suscite la création *ex nihilo* de moyens de paiements bancaires et l'appréhension de la baisse engendre la destruction des moyens de paiement antérieurement créés *ex nihilo*¹⁴.

La hausse entraîne la hausse et la baisse entraîne la baisse. **Pour les spéculateurs à la hausse ou à la baisse des actions, ce n'était pas les « fondamentaux » qui étaient considérés, mais c'était l'appréciation psychologique de ce que les autres allaient faire.**

La grande dépression de 1929-1934 et le mécanisme du crédit

L'origine et le développement de la *Grande Dépression* de 1929-1934 représentent certainement la meilleure **illustration** que l'on puisse donner **des effets nocifs du mécanisme du crédit** :

- **la création de monnaie *ex nihilo* par le système bancaire ;**
- **la couverture fractionnaire des dépôts ;**
- **le financement d'investissements à long terme par des fonds empruntés à court terme ;**
- **le financement de la spéculation par le crédit**
- **et les variations de la valeur réelle de la monnaie et de l'activité économique qui en résultent.**

L'ampleur de la crise de 1929 a été *la conséquence inévitable de l'expansion déraisonnable des crédits boursiers* qui l'a précédée aux États-Unis et de la montée extravagante des cours de Bourse qu'elle a permise, sinon suscitée.

Au regard de la prospérité de l'économie et de la montée des cours jusqu'en 1929, le diagnostic de l'opinion dominante était aussi général qu'affirmatif. Il s'agissait d'une « New Era », d'une nouvelle ère de prospérité générale, qui s'ouvrait au monde entier.

Cependant, l'analyse qui précède montre avec quelle prudence on doit considérer la prospérité d'une économie en termes réels, *dès lors que se développent des déséquilibres potentiels*, à première vue mineurs en valeur relative, mais susceptibles d'entraîner, lorsqu'ils se concrétisent et **se cumulent, de profondes modifications de la psychologie collective.**

Rien de fondamentalement nouveau dans la crise de 1929

Ce qui, pour l'essentiel, explique le développement de la *New Era*, aux États-Unis et dans le monde, dans les années qui ont précédé le krach de 1929, **c'est l'ignorance, une ignorance profonde de toutes les crises du XIXème siècle et de leur signification réelle.**

La crise de 1929-1934 n'était en fait qu'une répétition particulièrement marquée des crises qui s'étaient succédé au XIXème siècle¹⁵, et dont sans doute la crise de 1873-1879 avait été une des plus significatives.

¹⁴ **La création de monnaie scripturale dépend d'une double volonté, la volonté des banques de prêter, et la volonté des agents économiques d'emprunter. En temps de prospérité, cette double volonté existe et la monnaie scripturale augmente. En temps de récession, cette double volonté disparaît et la monnaie scripturale diminue.**

¹⁵ Lors de la crise de 1837, le révérend Leonard Bacon déclarait dans son sermon du 21 mai : « *A few months ago, the unparalleled prosperity of our country was the theme of universal gratulation. Such a development of resources, so rapid an augmentation of individual and public wealth, so great a manifestation of the spirit of enterprise, so strong and seemingly*

En fait, toutes les grandes crises des XVIIIème, XIXème et XXème siècles ont résulté du développement excessif des promesses de payer et de leur monétisation¹⁶¹⁷.

Partout et à toute époque, les mêmes causes génèrent les mêmes effets et ce qui doit arriver arrive. » Maurice Allais [7]

Selon Maurice Allais en effet [7] :

« La crise mondiale d'aujourd'hui et la Grande Dépression. De profondes similitudes

• De *profondes similitudes* apparaissent entre la crise mondiale d'aujourd'hui et la Grande Dépression de 1929-1934 :

1. **la création et la destruction de moyens de paiement par le système du crédit,**
2. **le financement d'investissements à long terme avec des fonds empruntés à court terme,**
3. **le développement d'un endettement gigantesque,**
4. **une spéculation massive sur les actions et les monnaies,**
5. **un système financier et monétaire fondamentalement instable.**

Cependant, **des différences majeures** existent entre les deux crises. Elles correspondent à **des facteurs fondamentalement aggravants**.

• En 1929 , le monde était partagé entre deux zones distinctes : d'une part, l'Occident, essentiellement les États-Unis et l'Europe et, d'autre part, le monde communiste, la Russie soviétique et la Chine. Une grande part du tiers-monde d'aujourd'hui était sous la domination des empires coloniaux, essentiellement ceux de la Grande-Bretagne et de la France.

Aujourd'hui, **depuis les années 70, une mondialisation géographiquement de plus en plus étendue des économies s'est développée**, incluant les pays issus des anciens empires coloniaux, la Russie et les pays de l'Europe de l'Est depuis la chute du Mur de Berlin en 1989. **La nouvelle division du monde se fonde sur les inégalités de développement économique.**

*rational a confidence in the prospect of unlimited success, were never known before. But how suddenly has all this prosperity been arrested ! That confidence, which in modern times, and especially in our own country, is the basis of commercial intercourse, is failing in every quarter ; and all the financial interests of the country seem to be convulsed and disorganized. The merchant whose business... [was] conducted on safe principles... [finds that] loss succeeds to loss, till he shuts up his manufactory and dismisses his laborers. The speculator who dreamed himself rich, finds his fancied riches disappearing like an! exhalation... What more may be before us... It is enough to know that this distress is hourly becoming wider and more intense...» (in Irving Fisher, *Booms and Depressions*, 1932).*

¹⁶ Sur les crises du XIXe siècle, Clément Juglar écrivait déjà en 1860 : « *Les crises commerciales sont le résultat d'altérations profondes dans le mouvement du crédit... Qu'est-ce que le crédit, le simple pouvoir d'acheter en échange d'une promesse de payer ? ... La fonction d'une banque ou d'un banquier est d'acheter des dettes avec des promesses de payer... La pratique seule du crédit amène ainsi, par l'abus qu'on est porté à en faire, aux crises commerciales.*

*Le crédit est le principal moteur, il donne l'impulsion; c'est lui qui, par la signature d'un simple effet de commerce, d'une lettre de change, donne une puissance d'achat qui paraît illimitée... Ce qui favorise le développement des affaires et la hausse des prix, c'est le crédit... Chaque échange d'un produit donne lieu à une nouvelle promesse de payer... » (in Clément Juglar. *Des Crises commerciales et leur retour périodique*. 1860. 2ème édition, 1889).*

¹⁷ J'ai présenté une analyse synthétique des relations de cause à effet de la dynamique monétaire dans l'Introduction à la deuxième édition de mon ouvrage *Économie et intérêt*, pp. 115-174. (Éditions Clément Juglar, 62, avenue de Suffren. Paris 15e. Tél : 01.45.67.48.06). Pour une bibliographie étendue de mes analyses, voir pp. 116 et 117, 154 et 164-165.

Il y a ainsi entre la situation de 1929 et la situation actuelle une différence considérable d'échelle, c'est le monde entier qui actuellement est concerné.

- Depuis les années 70, une seconde différence, *majeure également et sans doute plus aggravante encore*, apparaît relativement à la situation du monde de 1929.

Une mondialisation *précipitée et excessive* a entraîné par elle-même des difficultés majeures. **Une instabilité sociale potentielle est apparue partout, une accentuation des inégalités particulièrement marquée aux États-Unis, et un chômage massif en Europe occidentale.**

La Russie et les pays de l'Europe de l'Est ont rencontré également des difficultés majeures en raison d'une libéralisation trop hâtive.

Alors qu'en 1929 le chômage n'est apparu en Europe qu'à la suite de la crise financière et monétaire, un chômage massif se constate déjà aujourd'hui au sein de l'Union européenne, pour des causes très différentes, et ce chômage ne pourrait qu'être très aggravé si la crise financière et monétaire mondiale d'aujourd'hui devait se développer.

- En fait, on ne saurait trop insister sur *les profondes similitudes*, tout à fait essentielles, qui existent entre la crise d'aujourd'hui et les crises qui l'ont précédée, dont la plus significative est sans doute celle de 1929. Ce qui est réellement important, en effet, ce n'est pas tant l'analyse des modalités relativement complexes, des « *technicalities* » de la crise actuelle, **qu'une compréhension profonde des facteurs qui l'ont générée.**

De cette compréhension dépendent en effet un diagnostic correct de la crise actuelle et l'élaboration des réformes qu'il conviendrait de réaliser pour mettre fin aux crises qui ne cessent de ravager les économies depuis au moins deux siècles, **toujours de plus en plus fortes en raison de leur extension progressive au monde entier.**

La création et la destruction de moyens de paiement par le mécanisme du crédit

- Fondamentalement, le mécanisme actuel du crédit aboutit à une création de moyens de paiement *ex nihilo*, car le détenteur d'un dépôt auprès d'une banque **le considère comme une encaisse disponible**, alors que, dans le même temps, la banque a prêté la plus grande partie de ce dépôt qui, redéposée ou non dans une banque, **est considérée comme une encaisse disponible** par son bénéficiaire.

À chaque opération de crédit il y a ainsi duplication monétaire. Au total, le mécanisme du crédit aboutit à une création de monnaie *ex nihilo* par de simples jeux d'écriture¹⁸. Reposant essentiellement sur la couverture fractionnaire des dépôts, il est fondamentalement instable.

Le volume des dépôts bancaires dépend en fait **d'une double décision**, celle de la banque de s'engager à vue et celle des emprunteurs de s'endetter. Il résulte de là que le montant global de la masse monétaire est **extrêmement sensible aux fluctuations conjoncturelles**. Il tend à croître en période d'optimisme et à décroître en période de pessimisme, d'où des effets déstabilisateurs.

¹⁸ Ce n'est qu'à partir de la publication en 1911 de l'ouvrage fondamental d'Irving Fisher, *The purchasing power of money*, qu'il a été pleinement reconnu que le mécanisme du crédit aboutit à une création de monnaie.

En fait, il est *certain* que, pour la plus *grande* part, l'ampleur de ces fluctuations résulte du mécanisme du crédit et que, **sans l'amplification de la création** (ou de la destruction) monétaire par la voie bancaire, les fluctuations conjoncturelles seraient **considérablement atténuées**, sinon totalement supprimées¹⁹.

• De tout temps, on a pu parler des « *miracles du crédit* ». Pour les bénéficiaires du crédit, il y a effectivement quelque chose de miraculeux dans le mécanisme du crédit puisqu'il permet de créer *ex nihilo* un pouvoir d'achat effectif qui s'exerce sur le marché, **sans que ce pouvoir d'achat puisse être considéré comme la rémunération d'un service rendu.**

Cependant, **autant la mobilisation d'« épargnes vraies » [c'est-à-dire l'abandon pour un temps d'un pouvoir d'achat réel acquis en rémunération d'un service économique ou d'un bien réel] par les banques pour leur permettre de financer des investissements productifs est fondamentalement utile, autant la création de « faux droits » par la création monétaire [résultant d'une duplication de pouvoir d'achat par un jeu d'écritures bancaires] est fondamentalement nocive, tant du point de vue de l'efficacité économique qu'elle compromet par les distorsions de prix qu'elle suscite que du point de vue de la distribution des revenus qu'elle altère et rend inéquitable.**

Le financement d'investissements à long terme avec des fonds empruntés à court terme

Par l'utilisation des dépôts à vue et à court terme de ses déposants, l'activité d'une banque aboutit à financer des investissements à moyen ou long terme correspondant aux emprunts qu'elle a consentis à ses clients. Cette activité repose ainsi sur l'échange de promesses de payer à un terme donné de la banque contre des promesses de payer à des termes plus éloignés des clients **moyennant le paiement d'intérêts.**

Les totaux de l'actif et du passif du bilan d'une banque sont bien égaux, mais cette égalité est purement comptable, car elle repose sur la mise en parallèle d'éléments de nature différente : au passif, des engagements à vue et à court terme de la banque ; à l'actif, des créances à plus long terme correspondant aux prêts effectués par la banque.

De là résulte *une instabilité potentielle permanente* du système bancaire dans son ensemble **puisque les banques sont à tout moment dans l'incapacité absolue de faire face à des retraits massifs des dépôts à vue ou des dépôts à terme arrivant à échéance, leurs actifs n'étant disponibles qu'à des termes plus éloignés.**

Si tous les investissements dans les pays sous-développés avaient été financés par les banques, **grâce à des prêts privés** d'une maturité au moins aussi éloignée, et **si le financement des déficits de la balance des transactions courantes des États-Unis était uniquement assuré par des investissements étrangers à long terme aux États-Unis**, tous les déséquilibres n'auraient qu'une portée beaucoup plus réduite, et il n'existerait aucun risque majeur.

¹⁹ Comme les variations de la dépense globale dépendent à la fois de l'excès de la masse monétaire sur le volume global des encaisses désirées et des variations de la masse monétaire, **le mécanisme du crédit a globalement un effet déstabilisateur puisqu'en temps d'expansion de la dépense globale la masse monétaire s'accroît alors que les encaisses désirées diminuent et qu'en temps de récession la masse monétaire décroît alors que les encaisses désirées s'accroissent.**

Ce qui, par contre, est éminemment dangereux, c'est *l'amplification des déséquilibres par le mécanisme du crédit et l'instabilité du système financier et monétaire tout entier*, sur le double plan national et international, qu'il suscite. *Cette instabilité a été considérablement aggravée par la totale libération des mouvements de capitaux dans la plus grande partie du monde.* » Maurice Allais [7]

La création monétaire : Le banquier joue entre les flux entrants (dépôts nouveaux et retour de crédits consentis) et sortants (crédits consentis) en créant de la monnaie (de crédit bancaire ex nihilo) par duplication monétaire en accordant des crédits de plus long terme que les dépôts qui les couvrent. Autrement dit, il prête de l'argent qu'il ne possède pas dans ses caisses. Il prête en anticipant la rentrée de dépôts : ce sont les crédits qui font les dépôts.

Banque centrale : Quand une banque (secondaire) manque de dépôts pour couvrir les retraits, elle se refinance auprès d'autres banques (marché interbancaire) ou, à défaut, auprès de la Banque centrale, prêteur en dernier ressort. La Banque centrale dispose de plusieurs instruments de régulation monétaire (taux d'intérêt, appel d'offres, prise en pension, réserves obligatoires, open market).

Création et destruction monétaires : « (...) C'est le principe fondamental de la création monétaire : si je fais un crédit papier de 100 et si je sais qu'une grande partie de ce crédit reviendra chez moi banquier, je peux multiplier le crédit bien au-delà du stock d'or dont je dispose. (...) Le mécanisme est décrit dans l'adage : « les prêts font les dépôts ». Le crédit fait les dépôts, il fait l'argent. Et non l'inverse !

Avis à ceux qui croient que l'épargne fait l'argent. Quel contresens !

(...) Mais la vraie garantie de la création monétaire, c'est l'anticipation de l'activité économique, du cycle production consommation. Encore faut-il que cette anticipation soit saine : toute création monétaire saine débouche sur une destruction monétaire équivalente.

(...) Nous percevons mieux la nature de la monnaie : des dettes (des créances sur la banque émettrice) qui circulent. Des dettes qui, si elles sont saines, doivent, par l'activité économique, provoquer leur remboursement.

Aujourd'hui, la monnaie est détachée de tout support matériel, on peut en créer à l'infini. »

Bernard Maris, *Anti-manuel d'économie*, éd. Bréal, oct. 2003, p. 219

Et Maurice Allais « *enfonce le clou* », en soulignant **la spécificité essentielle de la situation contemporaine qui aggrave très fortement aujourd'hui la portée d'une crise** systémique du système bancaire, financier et monétaire [7].

« Le développement d'un endettement gigantesque

À partir de 1974, le développement *universel* des crédits bancaires et l'inflation massive qui en est résultée, ont abaissé pour une décennie les taux d'intérêt réels

à des valeurs très faibles, voire négatives, génératrices à la fois d'inefficacité et de spoliation. À des épargnes vraies se sont substitués des financements longs à partir d'une création monétaire *ex nihilo*. Les conditions de l'efficacité comme celles de l'équité s'en sont trouvées compromises. **Le fonctionnement du système a abouti tout à la fois à un gaspillage de capital et à une destruction de l'épargne.**

- C'est grâce à la création monétaire que, pour une large part, les pays en voie de développement ont été amenés à mettre en place des plans de développement trop ambitieux, et à vrai dire déraisonnables, et à remettre à plus tard les ajustements qui s'imposaient, tant il est facile d'acheter, dès lors qu'on peut se contenter de payer avec des promesses de payer.

Par nécessité, la plupart des pays débiteurs ont été amenés à se procurer par de nouveaux emprunts les ressources nécessaires à la fois pour financer les amortissements et les intérêts de leurs dettes et pour réaliser de nouveaux investissements. Peu à peu, cependant, la situation est devenue intenable.

- Parallèlement, **l'endettement des administrations publiques des pays développés en pourcentage du produit national brut et la charge des intérêts en pourcentage des dépenses publiques ont atteint des niveaux difficilement supportables.**

Une spéculation massive

Depuis 1974, une spéculation massive s'est développée à l'échelle mondiale. La spéculation sur les monnaies et la spéculation sur les actions, les obligations et les produits dérivés en représentent deux illustrations significatives.

- La substitution, en mars 1973, du système des changes flottants au système des parités fixes, mais révisables, a accentué l'influence de la spéculation sur les changes alimentée par le crédit. Associé au système des changes flottants, le système du crédit tel qu'il fonctionne actuellement a puissamment contribué à l'instabilité profonde des taux de change depuis 1974.

Pendant toute cette période, une spéculation effrénée s'est développée sur les taux de change relatifs des principales monnaies, le dollar, le deutschemark et le yen, **chaque monnaie pouvant être achetée à crédit contre une autre, grâce au mécanisme du crédit.**

- La spéculation sur les actions et les obligations a été tout aussi spectaculaire. À New York, et depuis 1983, se sont développés à un rythme exponentiel de gigantesques marchés sur les « *stock-index futures* », les « *stock-index options* », les « *options on stock-index futures* », puis les « *hedge funds* » et tous « *les produits dérivés* » présentés comme des panacées.

Ces marchés à terme, où le coût des opérations est beaucoup plus réduit que sur les opérations au comptant et où pour l'essentiel les positions sont prises à crédit, ont permis une spéculation accrue et généré une très *grande* instabilité des cours. Ils ont été accompagnés d'un développement accéléré de fonds spéculatifs, les "*hedge-funds*".

En fait, sans la création de monnaie et de pouvoir d'achat *ex nihilo* que permet le système du crédit, **jamais les hausses extraordinaires des cours de bourse que l'on constate avant les grandes crises ne seraient possibles, car à toute dépense consacrée à l'achat d'actions, par exemple, correspondrait quelque part une**

diminution d'un montant équivalent de certaines dépenses, et tout aussitôt se développeraient des mécanismes régulateurs tendant à enrayer toute spéculation injustifiée.

• Qu'il s'agisse de la spéculation sur les monnaies ou de la spéculation sur les actions, ou de la spéculation sur les produits dérivés, **le monde est devenu un vaste casino** où les tables de jeu sont réparties sur toutes les longitudes et toutes les latitudes. Le jeu et les enchères, auxquelles participent des millions de joueurs, ne s'arrêtent jamais. Aux cotations américaines se succèdent les cotations à Tokyo et à Hongkong, puis à Londres, Francfort et Paris.

Partout, la spéculation est favorisée par le crédit puisqu'on peut acheter sans payer et vendre sans détenir. On constate le plus souvent une **dissociation entre les données de l'économie réelle et les cours nominaux déterminés par la spéculation.**

*Sur toutes les places, cette spéculation, frénétique et fébrile, est **permise, alimentée et amplifiée par le crédit.** Jamais dans le passé elle n'avait atteint une telle ampleur.*

Un système financier et monétaire fondamentalement instable

L'économie mondiale tout entière repose aujourd'hui sur de gigantesques pyramides de dettes, prenant appui les unes sur les autres dans un équilibre fragile. Jamais dans le passé une pareille accumulation de promesses de payer ne s'était constatée. Jamais sans doute il n'est devenu plus difficile d'y faire face. Jamais sans doute une telle instabilité potentielle n'était apparue avec **une telle menace d'un effondrement général.**

Toutes les difficultés rencontrées résultent de la méconnaissance d'un fait fondamental, c'est qu'aucun système décentralisé d'économie de marchés ne peut fonctionner correctement si la création incontrôlée *ex nihilo* de nouveaux moyens de paiement permet d'échapper, au moins pour un temps, aux ajustements nécessaires. Il en est ainsi toutes les fois que l'on peut s'acquitter de ses dépenses ou de ses dettes avec de simples promesses de payer, sans aucune contrepartie réelle, directe ou indirecte, effective.

Devant une telle situation, tous les experts sont à la recherche de moyens, voire **d'expédients**, pour sortir des difficultés, mais aucun accord réel ne se réalise sur des solutions définies et efficaces.

Pour l'immédiat, la presque totalité des experts ne voient guère d'autre solution, au besoin par des pressions exercées sur les banques commerciales, les Instituts d'émission et le FMI, que **la création de nouveaux moyens de paiement permettant aux débiteurs et aux spéculateurs de faire face au paiement des amortissements et des intérêts de leurs dettes,** en alourdissant encore par là même cette charge pour l'avenir.

Au centre de toutes les difficultés rencontrées, **on trouve toujours, sous une forme ou une autre, le rôle néfaste joué par le système actuel du crédit et la spéculation massive qu'il permet.** *Tant qu'on ne reformera pas fondamentalement le cadre institutionnel dans lequel il joue, on rencontrera toujours, avec des modalités différentes suivant les circonstances, les mêmes difficultés majeures. Toutes les*

grandes crises du XIXème et du XXème siècle ont résulté du développement excessif des promesses de payer et de leur monétisation.

Particulièrement significative est ***l'absence totale de toute remise en cause du fondement même du système de crédit tel qu'il fonctionne actuellement***, savoir la création de monnaie *ex nihilo* par le système bancaire et la pratique généralisée de financements longs avec des fonds empruntés à court terme.

En fait, sans aucune exagération, le mécanisme actuel de la création de monnaie ex nihilo par le crédit est certainement le "cancer" qui ronge irrémédiablement les économies de marchés de propriété privée.. » Maurice Allais [7].

IV – Le démantèlement des réglementations sous l’influence des groupes de pression financiers anglo-saxons au cours des 20 dernières années : l’exemple du Glass-Steagall Act.

C’est sous la pression dramatique des événements que la régulation put enfin être imposée au monde financier :

Ce fut en effet dans le but de **mettre un terme aux vagues de panique bancaire qui ruinaient aux Etats-Unis de plus en plus de banques de prêts et de dépôts (commercial banking)** au début de l’année 1933, et après les scandales des révélations des auditions de la Commission du Sénat des Etats-Unis présidée par le Procureur **Ferdinand Pecora**, que le premier gouvernement Roosevelt put enfin obtenir du Congrès l’adoption **le 16 juin 1933 du second Glass-Steagall Act**, des noms d’un sénateur démocrate de Virginie, [Carter Glass](#), ancien secrétaire au Trésor, et d’un représentant démocrate de l’Alabama, [Henry B. Steagall](#), président de la commission Banque et Monnaie de la chambre des représentants.

Par cette nouvelle législation était créée la *Federal Deposit Insurance Corporation*, ou **FDIC**, c’est-à-dire le système fédéral d’assurance des dépôts bancaires.

Initialement de 10.000 dollars, et portée par la suite jusqu’à 100 000 dollars, la garantie accordée aux déposants, pour leur dépôt dans chaque banque, va permettre à ceux-ci de placer leur argent dans nombre d’établissements de taille réduite, stimulant ainsi la concurrence entre les banques.

Mais elle fut aussi indirectement à la source de la vague de faillites spectaculaires de nombreuses caisses d’épargne (*Savings and Loans* ou *S&L*) en 1989, car ces dernières avaient été au préalable hasardeusement "déréglementées" dès 1980-82 par l’Administration Reagan.

Mais surtout, le Glass-Steagall Act distingue désormais pour la première fois **deux métiers bancaires séparés** :

- la [banque de dépôt](#) (*commercial banking*, en anglais), c’est-à-dire **les activités de prêts et de dépôts**,
- la [banque d’investissement](#) (*investment banking*, en anglais), c’est-à-dire **les opérations sur titres et valeurs mobilières**,

et les **déclare désormais légalement strictement incompatibles**. Les banques existantes doivent choisir d’abandonner l’un des deux métiers.

En conséquence, [J.P. Morgan & Co.](#) choisit alors la banque commerciale.

Mais **des dirigeants mécontents de ce choix quittèrent l’établissement et fondèrent la banque d’investissement [Morgan Stanley](#).**

[Lehman Brothers](#) ferma ses activités bancaires, ne restant que maison de titres, tandis que [Chase](#) et [City](#) toutes deux **abandonnèrent alors les marchés financiers**.

Les groupes de pression des financiers américains, **confrontés à la concurrence de leurs partenaires londoniens, alors nullement soumis à une telle réglementation**, n’eurent de cesse depuis lors d’obtenir du pouvoir politique l’abolition de cette législation.

Ils parvinrent à leurs fins lorsque le Président Clinton, alors en fin de second et dernier mandat, le fit abroger le **12 novembre 1999** par le ***Financial Services Modernization Act***, dit ***Gramm-Leach-Bliley Act***, juste à temps pour permettre la fusion constitutive de **Citigroup** .

V – Les principes de la réforme radicale du crédit proposée par Maurice Allais.

Maurice Allais énonce – après les avoir démontrés et après avoir répondu aux principales objections - les principes d'une réforme structurelle du système du crédit, du système financier et monétaire international, et du système des échanges commerciaux internationaux, seuls à même, d'interdire la réapparition d'une crise systémique semblable à celle qui menace à présent la prospérité et la liberté dans nos sociétés, voire dans le monde entier.

Son diagnostic peut en effet se résumer ainsi (citation, [7]) :

Le système actuel du crédit, dont l'origine historique a été tout à fait contingente, apparaît comme tout-à-fait irrationnel, et cela pour huit raisons :

1. *la création (ou la destruction) irresponsable de monnaie et de pouvoir d'achat par les décisions des banques et des particuliers*
2. *le financement d'investissements à long terme par des fonds empruntés à court terme*
3. *la confusion de l'épargne et de la monnaie*
4. *la très grande sensibilité du mécanisme du crédit actuel à la situation conjoncturelle*
5. *l'instabilité foncière qu'il engendre*
6. *l'altération des conditions d'une efficacité maximale de l'économie*
7. *l'altération de la distribution des revenus*
8. *et enfin l'impossibilité de tout contrôle efficace du système du crédit par l'opinion publique et le Parlement, en raison de son extraordinaire complexité.*

Au regard d'une expérience d'au moins deux siècles quant aux désordres de toutes sortes et à la succession sans cesse constatée des périodes d'expansion et de récession, on doit considérer que les deux facteurs majeurs qui les ont considérablement amplifiées sinon suscitées, sont :

1. *la création de monnaie et de pouvoir d'achat ex nihilo par le mécanisme du crédit.*
2. *le financement d'investissements à long terme par des fonds empruntés à court terme.*

Il pourrait cependant être aisément remédié à ces deux facteurs par une réforme d'ensemble qui permettrait, sinon de mettre fin aux fluctuations conjoncturelles, tout au moins d'en réduire très considérablement l'ampleur.

Cette réforme doit s'appuyer sur les deux principes tout à fait fondamentaux :

1. *La création monétaire doit relever de l'Etat et de l'Etat seul. Toute création monétaire autre que la monnaie de base par la Banque Centrale doit être rendue impossible, de manière que disparaissent les « faux droits » résultant actuellement de la création monétaire bancaire.*
2. *Tout financement d'investissement à un terme donné doit être assuré par des emprunts à des termes plus longs, ou tout au moins de même terme. » Maurice Allais [7]*

Les principes de la réforme du système du Crédit que propose Maurice Allais peuvent donc se résumer comme suit (citation, [7]) :

Cette double condition implique une modification profonde des structures bancaires et financières reposant sur la dissociation totale des activités bancaires telles qu'elles se constatent aujourd'hui, et leur attribution selon trois catégories d'établissements distincts et indépendants :

1. des banques de dépôt assurant seulement, à l'exclusion de toute opération de prêt, les encaissements et les paiements, et la garde des dépôts de leurs clients, les frais correspondants étant facturés à ces derniers, et les comptes des clients ne pouvant comporter aucun découvert ;
2. des banques de prêt empruntant à des termes donnés et prêtant les fonds empruntés à des termes plus courts, le montant global des prêts ne pouvant excéder le montant global des fonds empruntés.
3. des banques d'affaires empruntant directement auprès du public, ou aux banques de prêt et investissant les fonds empruntés dans les entreprises

Dans son principe, une telle réforme **rendrait impossible la création monétaire et de pouvoir d'achat ex nihilo par le système bancaire**, ainsi que l'emprunt à court terme pour financer des prêts de terme plus long. Elle ne permettrait que des prêts de maturité plus courte que celle correspondant aux fonds empruntés.

Les banques de prêt et les banques d'affaire serviraient d'intermédiaires entre les épargnants et les emprunteurs. Elles seraient soumises à une obligation impérative : emprunter à long terme pour prêter à plus court terme, à l'inverse de ce qui se passe aujourd'hui.

Une telle organisation du système bancaire et financier permettrait **la réalisation simultanée de six conditions** tout à fait fondamentales :

1. l'impossibilité de toute création monétaire et de pouvoir d'achat en dehors de celle de la monnaie de base par les autorités monétaires ;
2. la suppression de tout déséquilibre potentiel résultant du financement d'investissements à long terme à partir d'emprunts à court ou à moyen terme ;
3. l'expansion de la masse monétaire globale, constituée uniquement par la monnaie de base, au taux souhaité par les autorités monétaires ;
4. une réduction majeure, sinon totale, de l'amplitude des fluctuations conjoncturelles ;
5. l'attribution à l'Etat, c'est-à-dire à la collectivité, des gains provenant de la création monétaire, et l'allègement en conséquence des impôts actuels ;
6. un contrôle aisé par l'opinion publique et par le Parlement de la création monétaire et de ses implications.

Cette réforme apparaît comme une condition nécessaire de survie d'une économie décentralisée et de son efficacité. » Maurice Allais [7]

Maurice Allais, propose donc de confier l'exclusivité de la création monétaire ex nihilo à une Banque Centrale – indépendante constitutionnellement des pouvoirs politiques, son objectif statutaire constitutionnel étant de préserver la stabilité des prix, c'est-à-dire une hausse des prix annuelle qui n'excède pas 2%, le rythme annuel de cette création monétaire étant calé sur le rythme de croissance du PIB réel.

Dans les pays développés, le rythme annuel de croissance de la masse monétaire, ainsi émis et contrôlé par une telle Banque Centrale devrait être donc **de l'ordre de 4% par an.**

Un tel rythme représente donc une création monétaire annuelle globale dont la valeur est de l'ordre de 4% du PIB dans les pays développés.

C'est le produit de cette contre valeur de l'ordre de 4% du PIB qui devrait être transféré à la collectivité, c'est-à-dire à l'Etat, par la Banque Centrale, et qui abonderait les finances et le budget publics, permettant une réduction correspondante des impôts allégeant d'autant les charges des contribuables.

Aujourd'hui, la création monétaire par la Banque Centrale Européenne ne représente qu'une **fraction très minoritaire de la création monétaire *ex nihilo* globale** réalisée par le fonctionnement du crédit dans les établissements financiers privés européens, selon un **rapport de l'ordre de 1 à 4; voire de 1 à 5.**

En outre, les règles de rétrocession théorique aux Etats membres et à la Commission de Bruxelles de la contre valeur en Euros de la création monétaire réalisée annuellement par la BCE sont **rien moins que claires, le montant moyen global de cette contre valeur étant de l'ordre de 150 milliards de \$ annuels (moins de 1% du PIB de l'Union Européenne).**

Aujourd'hui, l'essentiel de la création monétaire annuelle est aujourd'hui réalisé par le mécanisme la création monétaire *ex nihilo* résultant du fonctionnement du actuel du système du crédit **dans les établissements privés.**

C'est donc aujourd'hui plus de 3% de PIB de l'Union européenne (plus de 500 milliards de US \$) qui, par cette création monétaire privée, sont chaque année appropriés et soustraits à la collectivité, par les divers acteurs privés de ce système du crédit en Europe, dont une partie notable **par les propriétaires et porteurs de parts** - dont les noms sont généralement inconnus du grand public - de ces établissement financiers privés.

La réforme du crédit ainsi proposée par Maurice Allais pour les raisons essentielles qui ont été exposées plus haut, **supprimerait radicalement ce mécanisme financier de transfert de la richesse publique au bénéfice de personnalités privées :**

c'est assez souligner les formidables intérêts financiers privés auxquels le Prix Nobel d'économie français s'attaque, et c'est aussi mieux comprendre la vigilance de l'ostracisme médiatique sans précédent de la part de medias contrôlés par ces mêmes intérêts financiers, auquel il est en butte en France depuis dix ans !

VI – Le rejet et l’occultation systématique des propositions de réforme de Maurice Allais par les mondes médiatique et politique en France.

Maurice Allais, publiait régulièrement depuis la fin des années 70 d’importants articles en France, dans la presse nationale, **surtout depuis qu’il avait été distingué, sans partage, en recevant en 1988 le Prix Nobel de Sciences économiques.**

Son avis et ses commentaires sur les grandes questions économiques – comme il est bien normal concernant un économiste à la compétence mondialement reconnue - étaient alors sollicités par les journalistes et les rédactions des grands magazines.

Il publiait régulièrement **dans les années 90 de grandes chroniques économiques, très appréciées des lecteurs, dans l’un des plus grands quotidiens national français du matin qui lui ouvrait alors largement ses colonnes.**

Tout changea radicalement après la crise financière qui, partie d’Asie, frappa en 1997-1998 l’Amérique latine puis la Russie, et enfin les bourses européennes et américaines.

Maurice Allais, dont la pensée avait révolutionné au cours des cinq dernières décennies la théorie de l’intérêt et de la dynamique monétaire²⁰, avait pourtant depuis longtemps dénoncé l’instabilité structurelle du système monétaire et financier international, et même démontré l’inéluctabilité de son effondrement systémique final.

Mais c’est devant **la montée de la mondialisation sauvage, et surtout de la dérégulation du système bancaire et financier, - que Maurice Allais stigmatise alors sous le terme de la « chienlit laisser-fairiste » - mondialisation et dérégulation conduites et accélérées depuis les années 80 par les principaux pays occidentaux, sous l’effet de l’action tenace et universelle des groupes de pression, anglo-saxons en particulier, sur les gouvernements occidentaux et les institutions internationales, en même temps que justifiées par l’essor de sophismes économiques promus au rang de véritables « dogmes » imposés désormais par l’instauration d’une véritable « pensée économique unique ».**

Et, c’est pourquoi, surtout à la fin des années 90, le Prix Nobel français, a été amené à dénoncer publiquement, de plus en plus vigoureusement et explicitement, les dangers croissants de cette dérive létale, de nature à remettre désormais en cause les fondements mêmes de l’économie de marchés et du bien être collectif occidental, voire même de l’exercice de la démocratie, et cela au profit d’une infime minorité de groupes internationaux et de leurs dirigeants.

²⁰ Maurice Allais, *Economie & Intérêt*, 800 pages, première édition en deux tomes, Imprimerie nationale, Paris, 1947, réédition en un seul tome, 1175 pages, en mai 1998 aux Editions Clément Juglar, 62 avenue de Suffren, 75015 Paris, augmentée d’une nouvelle introduction de 265 pages, et de 111 pages d’appréciations publiées portant sur la première édition.

Maurice Allais, *L’Impôt sur le Capital et la Réforme Monétaire*, 1977, Editions Hermann, Paris, 370 pages, Seconde édition, Editions Hermann, 1988.

Maurice Allais, *Les Fondements de la Dynamique Monétaire*, Editions Clément Juglar, 62 avenue de Suffren, 75015 Paris, 2001, 1302 pages.

C'est ainsi que **Maurice Allais** publiait coup sur coup voici dix ans, en **février et novembre 1999**, sur les deux sujets brûlants et complémentaires de sa pensée, deux livres **très explicites destinés à un large public** :

- *La Crise mondiale d'aujourd'hui : pour de profondes réformes des institutions financières et monétaires* [7], et
- *La Mondialisation, la destruction des emplois et de la croissance : l'évidence empirique* [8].

Et pour faire bonne mesure, **cet économiste défenseur acharné de l'économie libérale de marchés** (avec un s), délivrait solennellement à l'UNESCO le **9 avril 1999, son testament spirituel [10] pour la défense de l'économie libérale authentique**, dans lequel il dénonce avec rigueur **la nocivité des absurdes sophismes économiques, qu'il appelle les « vérités économiques établies » justifiant désormais « la chienlit laisser-fairiste »**, monstrueux contre sens économiques **imposés universellement - en dépit de l'obstination des faits - depuis vingt ans par les systèmes universitaires et médiatiques anglo-saxons** aux opinions publiques occidentales, à leurs responsables politiques, comme aux institutions internationales ou européennes.

On doit constater que depuis ces dernière publications de 1999, c'est-à-dire **depuis dix ans**, Maurice Allais, pourtant seul Prix Nobel d'économie français, est, **dans les faits, l'objet – en France en particulier - d'un véritable ostracisme objectif de la part des grands medias**, aucun de ses livres n'ayant en particulier fait nulle part l'objet d'un quelconque compte-rendu, **aucune rédaction et aucun journaliste ne sollicitant plus ses commentaires sur les sujets d'actualité relevant de son expertise**.

Bien mieux, les articles qu'il soumet depuis lors aux grands quotidiens nationaux sont rejetés quasi-systématiquement pour des motifs dilatoires.

C'est ainsi **qu'il ne put communiquer aux Français les conclusions de ses expertises sur les causes du chômage et de la perte de croissance économique en Europe**, à l'occasion des débats nationaux sur les enjeux du traité constitutionnel européen, dont l'adoption était soumise au **référendum de mai 2005**.

Au grand effarement de cet économiste libéral, farouche pourfendeur du communisme, seul le **quotidien communiste l'Humanité**, accepta alors - après bien des hésitations et des tractations - de lui ouvrir ses colonnes pour lui permettre d'exposer **librement** sa pensée et les conclusions de ses expertises sur le sujet, qu'il venait de résumer dans un petit livre destiné au grand public : *L'Europe en crise. Que faire ? Réponses à quelques questions. Pour une autre Europe* [9].

A propos de l'efficacité vigilante de cet ostracisme médiatique il confia alors :

« *Jamais, je n'aurais pu imaginer que nous en étions déjà arrivés là en France !* »

La raison de cet état de fait surprenant, ne peut être autre - outre sa dénonciation vigoureuse et publique de « la chienlit laisser-fairisme » - que l'énoncé clair des principes simples de la réforme qu'il propose du système actuel du crédit, qui - en retirant aux particuliers et aux banques privées toute possibilité de création monétaire ex-nihilo – priveraient l'infime minorité de groupes privés internationaux qui en bénéficient

actuellement, de la source même de l'immense influence et du pouvoir, croissant avec la mondialisation, qu'ils exercent aujourd'hui sur les gouvernements légitimes et responsables, comme sur les institutions internationales.

On doit même reconnaître dans le constat de cet ostracisme médiatique surprenant sinon indécent, dont Maurice Allais fait l'objet **depuis dix ans**, une illustration et une confirmation factuelle et ironique de la pertinence de ses analyses, comme de ses dernières dénonciations et de ses propositions de réforme.

VII – Conclusion : un an après l’effondrement du système financier international, tout continue comme avant, et la Crise mondiale continue de plus belle et va se développer, à la satisfaction des Seigneurs transnationaux de la *Super Classe mondiale*.

Cette dernière a déjà prise en otage tout en la détruisant l’ensemble de l’épargne mondiale réelle.

A contrario*, depuis l’élection²¹ le 4 novembre 2008 du nouveau Président Barack Hussein Obama, 44^{ème} et Premier Président Afro-Américain de l’histoire des Etats-Unis, la visibilité troublante aux postes clés du nouveau gouvernement américain des cadres dirigeants de Goldman Sachs²², la rivale de la défunte banque Lehman Brothers sur les marchés financiers internationaux, ne peut qu’apporter une confirmation spectaculaire aux dénonciations de la part de Maurice Allais, de l’immense pouvoir que **des groupes et établissement financiers privés** peuvent tirer de leur faculté actuelle de **création monétaire *ex nihilo, et de l’influence déterminante que ce pouvoir leur permet d’exercer **désormais ostensiblement et directement sur les responsables légitimes des pouvoirs politiques et médiatiques** des démocraties occidentales.**

Les pratiques de la Banque Goldman Sachs et de ses dirigeants ont fait du reste en juillet 2009 l’objet d’un article très précis et très documenté de 50 pages de la part du journaliste d’investigation **Matt Taibbi** dans le magazine new-yorkais influent *Rolling Stone*, article très remarqué qui a fait sensation à New-York et à Washington en qualifiant Goldman Sachs de « *Grande Machine à Bulles des Etats-Unis* », après avoir retracé les carrières spectaculaires de ses dirigeants, et exposé leurs pratiques **jamais sanctionnées depuis 1929** [14].

En outre, les récentes réunions successives très médiatisées, à Londres ou aux Etats-Unis, du G8 et du G20, depuis 2008 apportent la confirmation spectaculaire de l’impuissance totale actuellement manifeste des dirigeants politiques à **imposer aux dirigeants financiers de réels principes de régulation susceptibles de mettre un frein à leurs pratiques financières qui furent à la fois à l’origine de la crise, comme de l’essor irrésistible de leur pouvoir spectaculaire actuel.**

Dans le monde de la finance tout continuera donc – et de plus belle – en 2010 comme avant, au grand soulagement des seigneurs de la « Super classe mondiale » qui tirent

²¹ Selon diverses analyses de sociologie électorale, la crise des *SubPrimes* ou des *Prêts immobiliers hypothécaires* américains, et les vagues de saisies judiciaires immobilières qui s’en suivirent, **lesquelles touchaient fortement l’électorat hispanique des Etats-Unis qui votait traditionnellement pour le parti conservateur** - accélérées par la faillite spectaculaire de la Lehman - aurait, déterminé au sein de cet électorat un basculement des voix en faveur du parti démocrate et de son candidat afro-américain, Barack Obama, basculement qui aurait assuré l’élection en novembre 2008 de ce dernier face au candidat Républicain Mc Cain.

²² **Goldman Sachs dont les cadres dirigeants s’apprêtent à recevoir 14,6 milliards de £ en honoraires et bonus**, comme nous l’apprend le *Daily Mail* du 14 octobre 2009 :

<http://www.dailymail.co.uk/news/article-1219345/Goldman-bankers-pocket-pound-500k.html>

et l’on apprend en outre que pour cette année 2009, les 23 plus importants établissements financiers s’apprêtent à distribuer à leurs cadres dirigeants la somme record des bonus de **143 Milliards de US \$**, battant ainsi le record des **130 Milliards de US \$** que le mêmes avaient obtenus en bonus avant l’éclatement médiatique spectaculaire de la Crise en 2008.

Tout va donc de mieux en mieux pour les Seigneurs transnationaux actuels de la *Super-Classe mondiale*, Merci pour eux !

l'essor irrésistible de leurs pouvoirs mondiaux actuels d'abord de la faculté sans cesse plus large de la création monétaire *ex nihilo* par le système actuel du crédit dans un cadre mondial enfin dérégulé, et des excès auxquels ils croient – quelqu'en soient les coûts pour la collectivité – pouvoir sans frein continuer à se livrer !

Pour s'en convaincre, il suffit de consulter; ainsi que nous y invite un internaute particulièrement pertinent²³, les dernières statistiques financières officielles publiées par l'OCC (*The Office of the Comptroller of the Currency*), l'organisme de tutelle des banques, de l'administration fédérale des Etats-Unis à Washington, statistiques financières curieusement largement ignorées des grands medias.

Or, cet organisme officiel de l'administration fédérale des Etats-Unis vient de publier et mettre en ligne en effet deux rapports [11] et [12] qui sont **en totale contradiction avec les discours lénifiants ambiants, véhiculés en ce moment par les medias.**

L'on peut ainsi apprendre que **le marché des produits dérivés continue à croître** (page 10) mais, de plus, qu'il est presque **totalement contrôlé par cinq banques américaines**

- JP Morgan Chase
- Goldman Sachs
- Bank Of America
- Citibank
- Wells Fargo

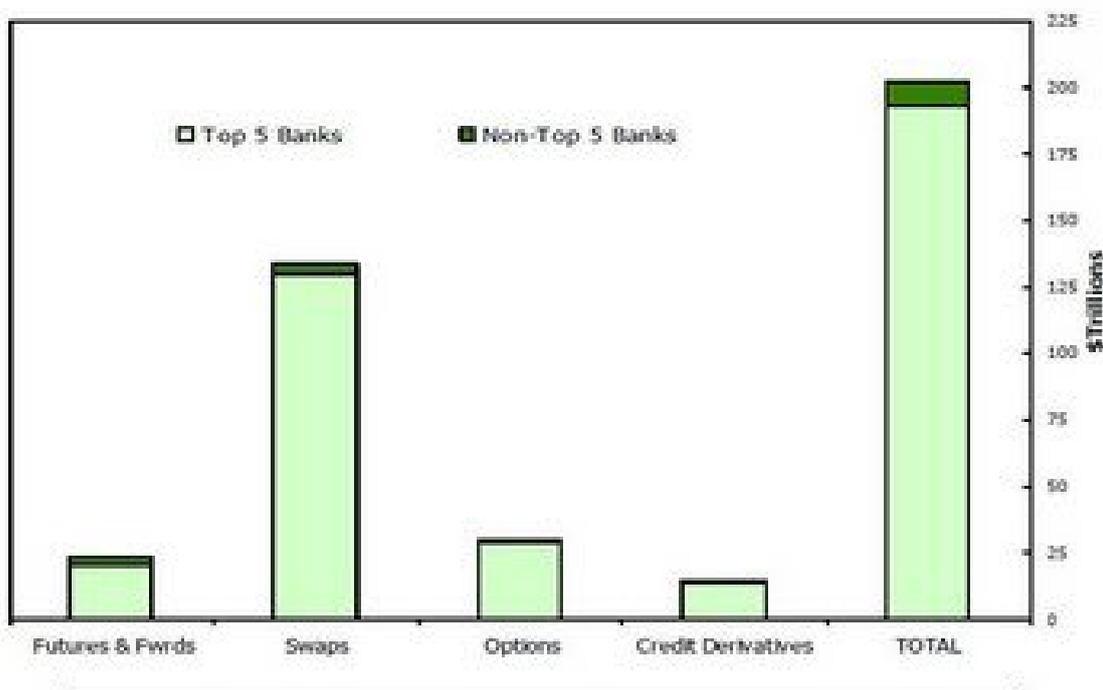
pour un montant dépassant les 200 000 milliards de dollars (on parle en trillions), c'est à dire près de quatre fois le PIB mondial (voir graphique [11] page 12).

Ces cinq banques américaines privées contrôleraient donc aujourd'hui à elles seules, selon ce rapport officiel, un marché de produits dérivés toujours en croissance représentant 4 fois le PIB mondial (les montants exacts [11] page 22) :

²³ Gilles Bonafi, <http://gillesbonafi.skyrock.com>

Five Banks Dominate in Derivatives

All Commercial Banks, First Quarter 2009



Concentration of Derivative Contracts (\$ Billions)*

	\$	%	\$	%	\$	%
	Top 5 Bks	Tot Derivs	Non-Top 5 Bks	Tot Derivs	All Bks	Tot Derivs
Futures & Forwards	20,586	10.2	2,993	1.5	23,579	11.7
Swaps	129,544	64.1	4,318	2.1	133,862	66.3
Options	28,665	14.2	1,252	0.6	29,916	14.8
Credit Derivatives	14,230	7.0	377	0.2	14,607	7.2
TOTAL	193,026	95.6	8,939	4.4	201,964	100.0

*In billions of dollars, notional amount of total: futures, exchange traded options, over the counter options, forwards, and swaps.

Note: Beginning in 4Q08, the top five commercial banks in derivatives include Goldman Sachs Bank USA (replacing Wachovia). See

Quatre graphiques

Source : Deuxième rapport trimestriel 2009 de l'OCC
 US Federal Administration, (pp. 12, 10, 22 et 9)

Pour mieux faire comprendre au lecteur la signification d'un tel chiffre, il suffit de rappeler au lecteur que, dans le monde entier, l'ensemble des « *épargnes vraies* », c'est-à-dire résultant effectivement de l'abandon à terme d'un véritable pouvoir d'achat obtenu en rémunération d'un bien réel, d'une création de richesse réelle, ou d'un service économique réel, représente à peine 4% du PIB nominal mondial réel, et dont la valeur peut aujourd'hui globalement être estimée à environ 2.000 milliards de US \$ actuels.

Il existe donc aujourd'hui sur les marchés financiers un rapport de l'ordre de 1 à 100 entre d'une part les épargnes mondiales économiquement authentiques et d'autre part le volume des « faux droits » potentiels, créés ex nihilo, qui circulent sur le marché des

produits financiers virtuels, émis et contrôlés actuellement par les seules cinq banques privées américaines citées plus haut.

C'est dire que les dirigeants de ces établissements financiers ont dans les faits désormais « pris en otage » l'ensemble de l'épargne réelle du monde, dans le même temps qu'il la massacre, mais que – paradoxalement - cette extraordinaire situation leur confère un pouvoir aujourd'hui irrésistible sur les pouvoirs politiques et médiatiques des grandes démocraties, en même temps qu'elle en explique l'essor fulgurant.

L'explosion véritablement effarante de ce rapport entre les volumes de ce que l'on pourrait appeler celui de la « *finance réelle* » ou « *la finance saine* » d'une part, et celui de la « *finance virtuelle* » ou de « *la finance toxique* » d'autre part sur les marchés, a été en effet **littéralement « déchaînée » à partir de la dérégulation totale des marchés financiers, obtenue des pouvoirs politiques et parlementaires et parachevée à partir des années 2000.**

D'autre part enfin, le second rapport [12] de l'OCC qui porte sur les derniers développements de crise des prêts hypothécaires (*Subprimes*) aux Etats-Unis **dément totalement l'idée d'une "fin de la crise" propagée actuellement par les grands medias**

En effet, il y est prouvé que 11,4 % des prêts hypothécaires ne sont toujours pas remboursés et que **les saisies immobilières ont augmenté de 16,9 %** par rapport au premier trimestre de cette année ([12] tableau page 8) avec **11 600 saisies actuelles par jour!**

Le rapport de juin 2009 sur les sans abris nous rappelle que ce ne sont pas 11 600 saisies qu'il faut retenir, mais **11 600 familles jetées à la rue chaque jour**, ceux qu'il nomme "*les oubliés de la crise*":

<http://nationalhomeless.org/advocacy/ForeclosuretoHomelessness0609.pdf>

Il est intéressant à noter, que selon le *Telegraph* de Londres, la plupart de ces maisons seraient **désormais détruites**.

<http://www.telegraph.co.uk/finance/financetopics/financialcrisis/5516536/US-cities-may-have-to-be-bulldozed-in-order-to-survive.html>

La situation des USA semble tellement grave, souligne notre internaute Gilles Bonafi, que la ***Wegelin & Co. la plus ancienne banque de Suisse fondée en 1741***, a demandé récemment [13] pour la première fois à ses clients de se retirer désormais du marché US dans un document intitulé "*l'adieu à l'Amérique*".

La crise mondiale n'est donc nullement finie, mais elle **va au contraire encore se développer largement au profit des nouveaux seigneurs transnationaux de la *Super Classe mondiale***, et ses plus « *beaux* » jours sont - hélas pour les populations du monde – encore devant elle !

Qui pourra les arrêter ?

BIBLIOGRAPHIE Sommaire

- [1] – **George Soros**, *La vérité sur la Crise financière*, Denoël, 29 août 2008
- [2] – **Maurice Allais**, *Economie & Intérêt*, 800 pages, première édition en deux tomes, Imprimerie nationale, Paris, **1947**, réédition en un seul tome, **1175 pages**, en **mai 1998** aux Editions Clément Juglar, 62 avenue de Suffren, 75015 Paris, augmentée d'une nouvelle introduction de 265 pages, et de 111 pages d'appréciations publiées portant sur la première édition.
- [3] – **Maurice Allais**, *L'Impôt sur le Capital et la Réforme Monétaire*, **1977**, Editions Hermann, Paris, 370 pages, **Seconde édition**, Editions Hermann, **1988**.
- [4] – **Maurice Allais**, *Les Fondements de la Dynamique Monétaire*, Editions Clément Juglar, 62 avenue de Suffren, 75015 Paris, **2001**, 1302 pages. Cet ouvrage reprend les principales contributions de l'auteur depuis 1952.
- [5] – **Maurice Allais**, *Pour l'Indexation*, Editions Clément Juglar, 62 avenue de Suffren, 75015 Paris, **1990** 184 pages.
- [6] – **Maurice Allais**, *Pour la Réforme de la Fiscalité*, Editions Clément Juglar, 62 avenue de Suffren, 75015 Paris, **août 1990**, 131 pages
- [7] – **Maurice Allais**, *La Crise mondiale d'aujourd'hui : pour de profondes réformes des institutions financières et monétaires*, Editions Clément Juglar, 62 avenue de Suffren, 75015 Paris, **Février 1999**, 237 pages.
- [8] – **Maurice Allais**, *La Mondialisation, la destruction des emplois et de la croissance : l'évidence empirique*, Editions Clément Juglar, 62 avenue de Suffren, 75015 Paris, **Novembre 1999**, 647 pages.
- [9] – **Maurice Allais**, *L'Europe en crise. Que faire ? Réponses à quelques questions. Pour une autre Europe*, Editions Clément Juglar, 62 avenue de Suffren, 75015 Paris, **Décembre 2005**, 181 pages.
- [10] – **Maurice Allais**, *La Mondialisation, le chômage et les impératifs de l'humanisme*, « Science et Humanisme » Un siècle de Prix Nobel, UNESCO, Paris, 9-10 avril 1999.
- [11] – **OCC, Office of the Comptroller of the Currency**. Administrator of National Banks : *OCC's Quarterly Report on Bank Trading and Derivatives Activities, Second Quarter 2009*, Washington, August 2009.
<http://www.occ.gov/ftp/release/2009-114a.pdf>
- [12] – **OCC, Office of the Comptroller of the Currency**. Administrator of National Banks, US Department of the Treasury: *OCC and OTS Mortgage Metrics report*, Washington, August 2009.
<http://www.occ.treas.gov/ftp/release/2009-118a.pdf>
- [13] – **Banque Wegelin & Co.** : *L'adieu à l'Amérique*, 24 août 2009, Genève, Suisse.
http://www.wegelin.ch/download/medien/presse/kom_265fr.pdf
- [14] – **Matt Taibbi**, *The Great American Bubble Machine : From tech stocks to high price gas, Goldman Sachs has engineered every major market manipulation since the Great Depression- and they're about to do it again*, National Affairs, **Rolling Stone**, July 9-23, 2009 pp. 52-101.
http://www.rollingstone.com/politics/story/29127316/the_great_american_bubble_machine
http://www.rollingstone.com/politics/story/28816321/inside_the_great_american_bubble_machine
http://www.dailymotion.com/video/xa58de_explications-goldman-sachs-13_news
http://www.dailymotion.com/video/xa581u_explications-goldman-sachs-23_news
http://www.dailymotion.com/video/xa57qp_explications-goldman-sachs-33_news